







<p>2018-145</p>  <p>18-10-2018</p> <p>Question préjudicielle</p>	<p>Code judiciaire (art. 747, § 2, 803 et 806)</p> <p>Non-violation</p> <p>Numéro(s) de rôle : 6959</p>	<p>Droit judiciaire - Jugement par défaut - Etendue des pouvoirs du juge statuant par défaut</p>
<p>2018-144</p>  <p>18-10-2018</p> <p>Recours en annulation</p>	<p>Décret de la Région flamande du 8 décembre 2017 « modifiant diverses dispositions en matière d'aménagement du territoire, d'écologie, d'environnement et d'aménagement du territoire » (art. 68 et 69)</p> <p>Annulation</p> <p>Numéro(s) de rôle : 6873</p>	<p>Aménagement du territoire - Région flamande - Permis d'environnement - Zones d'extraction ou zones pour l'exploitation de minerais de surface primaires</p>
<p>2018-143</p>  <p>18-10-2018</p> <p>Recours en annulation</p>	<p>Décret flamand du 24 février 2017 relatif à l'expropriation d'utilité publique (art. 9, 24, §§ 1er, 2 et 3, 62 et 63)</p> <p>Rejet du recours</p> <p>Numéro(s) de rôle : 6757</p>	<p>Droit administratif - Expropriation d'utilité publique - Région flamande - Autoréalisation pour un bien immobilier repris dans une décision d'expropriation provisoire, autorisation d'expropriation donnée aux instances qu'on vient de créer soi-même, modalités de détermination de la valeur du bien immobilier exproprié et limitation de la neutralité planologique</p>
<p>2018-142</p>  <p>18-10-2018</p> <p>Question préjudicielle</p>	<p>Loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile (art. 207)</p> <p>Non-violation</p> <p>Numéro(s) de rôle : 6729</p>	<p>Sécurité civile - Personnel - Fixation de la rémunération - Régime transitoire</p>
<p>2018-141</p>  <p>18-10-2018</p> <p>Question préjudicielle</p>	<p>Loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (art. 39/82, § 1, et § 4, al. 2)</p> <p>Non-violation</p> <p>Numéro(s) de rôle : 6690</p>	<p>Droit administratif - Droit des étrangers - Conseil du Contentieux des Etrangers - Procédure - Demande de suspension en extrême urgence - Interdiction d'entrée</p>
<p>2018-140</p>  <p>18-10-2018</p> <p>Question préjudicielle</p>	<p>Loi du 26 décembre 2013 concernant l'introduction d'un statut unique entre ouvriers et employés en ce qui concerne les délais de préavis et le jour de carence ainsi que des mesures d'accompagnement (art. 68)</p> <p>Violation</p> <p>Numéro(s) de rôle : 6668</p>	<p>Droit social - Droit du travail - Contrats de travail - Délai de préavis - Régime transitoire - Employés supérieurs - Clause de préavis</p>